

**Compte rendu de la Conférence  
« La Méditerranée à l'horizon 2030,  
quelles propositions pour une meilleure convergence ? »,**

**IPEMED – Caisse des Dépôts  
9 décembre 2011**

***« La crise de l'Union Européenne et les bouleversements dans les pays arabes  
doivent nous conforter dans le désir d'agir, fort et vite »***

**Gérard Mestrallet** à la conférence IPEMED-CDC  
dédiée à « La Méditerranée à l'horizon 2030 » :

**De nombreuses personnalités euro-méditerranéennes ont participé, vendredi 9 décembre 2011, à la conférence/débat organisée par l'IPEMED en partenariat avec la Caisse des Dépôts, et consacrée à « La Méditerranée à l'horizon 2030, quelles propositions pour une meilleure convergence ? », thème d'une étude prospective que l'IPEMED vient de finaliser. Un travail unanimement salué, et que les différents orateurs se sont plu à enrichir de leurs contributions.**

**Laurent Vigier**, Directeur des Affaires européennes et internationales du Groupe Caisse des Dépôts, considère, dans son propos liminaire, que dans « ce contexte où tout change en Europe et en Méditerranée, la concomitance des crises est aussi le signe de l'interdépendance dans le monde et en Méditerranée en particulier (...) Si nous arrivons à unir nos forces et à tracer une perspective commune, nos chemins de croissance et de désendettement par le retour à l'économie réelle, peut-être aboutirons-nous à une solution commune en Méditerranée ».

Rappelant que le groupe Caisse des Dépôts a fortement intégré dès 2007 l'espace méditerranéen dans sa stratégie d'action internationale – ce qui a conduit à la création de plusieurs instruments financiers, et en particulier le fonds Inframed, qui compte à ce jour quelque 40 projets en cours d'examen de

financement – Laurent Vigier a évoqué la réussite allemande d’intégration économique des pays de l’Est européen, invitant à faire de même avec le sud méditerranéen, plutôt que de délocaliser en Chine. « Nous croyons en l’avenir du sud méditerranéen. Nous n’avons pas de leçons à donner, mais nous souhaitons chercher ensemble des solutions communes, construire ensemble un chemin d’avenir et de partage », a conclu Laurent Vigier.

**Jean-Louis Guigou**, Délégué général et fondateur de l’IPEMED, appelle avec sa fougue habituelle à la mobilisation des élites : « Vous, les élites, ne devez pas démissionner, mais faire preuve d’encore plus de vigilance, ne pas laisser la méfiance s’instiller dans les populations... Comment ? Vous devez vous demander ce qui peut rapprocher les deux rives de la Méditerranée, et miser gagnant... A l’IPEMED, nous avons identifié quatre forces déterminantes pour l’avenir de la Méditerranée : la régionalisation de la mondialisation ; la démocratisation des pays arabes ; la convergence nord-sud ; l’intégration économique, comme les Allemands l’ont fait avec les pays de l’Est ».

Développant ensuite chaque point, Jean-Louis Guigou regrette que l’Europe n’ait toujours pas intégré son sud, contrairement aux autres grands blocs régionaux (Alena, Asean...), alors que « c’est le bloc qui fera la meilleure connexion avec son sud qui gagnera », estime-t-il.

Sur la question de la démocratisation en marche des pays arabes, JLG tempère les récents succès électoraux des partis islamistes en soulignant qu’à ce jour « ils sont les seuls partis structurés. Mais demain, ils seront confrontés aux réalités, et obligés de composer ».

Sur l’idée de la convergence entre le nord et le sud, Jean-Louis Guigou indique que le rapport sur « La Méditerranée à l’horizon 2030 » est le fruit d’un travail de deux ans et demi, de trente intellectuels et prospectivistes issus de quinze pays méditerranéens, et rassemblés à l’initiative de l’IPEMED. « Trois scénarii se sont présentés à eux : la pagaille ; la marginalisation, avec le sud Europe qui s’effondre ; le scénario de la convergence entre les deux rives. Cela me réjouit, bien sûr, que ces hommes compétents retiennent le scénario de la convergence, car tous les autres nous mettraient dans une position intenable ».

Jean-Louis Guigou ajoute porter le témoignage que de plus en plus de penseurs évoquent cette convergence nord-sud – par exemple Emmanuel Todd et Youssef Courbage, dans leur livre « Le rendez-vous des civilisations » (2009) – rendant plus probable qu’un jour « la Méditerranée devienne le lit nuptial de

l'Orient et de l'Occident », selon la belle formule de Michel Chevalier, en 1832. Une formule confortée par cette autre, de Victor Hugo : « On arrête des armées, pas des idées ». Encore faut-il, relève Jean-Louis Guigou, que nous ayons « le courage de redistribuer l'appareil de production entre nord et sud, comme les Allemands l'ont fait avec les pays de l'Est. Et c'est aussi une des explications de leur succès à l'exportation », a-t-il estimé.

**Yadh Ben Achour**, ancien Président de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution (Tunisie), se demande « si vraiment nous avons le choix ? Si nos volontés ont un impact sur le déroulement de l'Histoire ? ». Et si c'était quelque peu le cas, Yadh Ben Achour estime que si l'on veut favoriser le scénario de la convergence régionale méditerranéenne, « il ne faut pas oublier le volet culturel, car si on ne le fait pas en même temps, ce sera un échec... Il y a des complémentarités évidentes autour du Bassin méditerranéen, il existe une culture, un tempérament, une psychologie communes. C'est indéniable, mais cela est contrebalancé par la crise des cultures que nous vivons. Dans la rupture que nous observons, entre la culture sécularisée des élites et la culture confessionnelle des peuples, il y a une confrontation qui frise la violence. Cela vient de ce que la coagulation territoriale des grandes banlieues crée la coagulation mentale, donc des ruptures au niveau des citoyennetés, au sud comme au nord ».

De ce fait, estime Yadh Ben Achour, les conduites de démarquage, se traduisent par des comportements très visibles : c'est la scénarisation du sentiment de victimisation, comme dans les communautés musulmanes européennes, qui transforment leurs difficultés en rendant le milieu d'accueil moralement responsable de tous leurs problèmes, et expriment des revendications particulières, vestimentaires, alimentaires et autres. Ces comportements « scissipares » – qui manifestent une volonté très affirmée de dire leur forte dissemblance à l'environnement majoritaire, selon Yadh Ben Achour – provoquent l'enchaînement de toute une série de réactions et de ruptures du côté du milieu d'accueil, dont l'islamophobie grandissante.

« Il faut considérer ces réactions comme des sonnettes d'alarme, relève Yadh Ben Achour, et admettre qu'il ne peut y avoir de prospective économique sans prospective culturelle ».

Dans cet esprit, Yadh Ben Achour a formulé cinq recommandations au titre des convergences culturelles à établir ou renforcer :

- que l'Union européenne continue sa lutte contre toutes les formes de xénophobie de l'autre ;
- que l'on favorise l'approche moderniste du message coranique, l'Islam étant désormais la deuxième religion en Europe ;
- que les forces progressistes des deux rives travaillent de concert;
- que l'on déploie une politique de la presse qui sorte du modèle européen concurrentiel, au bénéfice d'une politique volontariste fondée sur la découverte de l'autre ;
- que l'on diffuse puissamment la culture universelle, notamment celle des Droits de l'Homme, afin de montrer sa supériorité.

« Je crois qu'on peut le faire, car la culture des Droits de l'Homme est supérieure à celle qui fait de l'Homme l'esclave de Dieu », conclut Yadh Ben Achour.

**Miguel Angel Moratinos**, ancien Ministre espagnol et ardent militant de l'Euro-Méditerranée, considère que « pour arriver à une "utopie réaliste" en Méditerranée, il faut avoir une vision prospective. Beaucoup d'hommes politiques diront qu'ils ne croient pas à la prospective, moi oui. D'ailleurs, on me critiquait pour être un ministre... visionnaire ! Mais, avoir été ministre m'a permis d'être confronté aux difficultés du réel. Aussi, nous faut-il trouver la méthode pour que ce document arrive sur les tables des chefs d'Etat des deux rives ».

Dans cette perspective, Miguel Angel Moratinos indique souhaiter ajouter une dixième recommandation aux neuf (1) formulées dans le rapport « Méditerranée 2030 » de l'IPEMED : « Ma dixième recommandation est politique – car je refuse d'être gouverné par les économistes, c'est pourquoi tout va si mal (!) : il faut s'engager politiquement à résoudre les grandes crises qui ont plombé le processus de Barcelone. Il faut pour cela ouvrir les frontières, en finir avec le conflit du Sahara occidental, refuser que le conflit du Proche-Orient perdure. C'est maintenant qu'il faut faire la paix, car les démocrates arabes vont le demander ».

Parmi les neuf recommandations de l'IPEMED, Miguel Angel Moratinos en relève trois qui lui paraissent particulièrement importantes : dans le cadre du Plan solaire méditerranéen, le déploiement de l'énergie verte dans tout le Bassin méditerranéen, et au-delà jusqu'à l'Afrique sub-saharienne « qui s'éveille et sera le grand continent du XXI<sup>e</sup> siècle » ; l'élargissement de la PAC

(révisable en 2013) à une PAC-Med, ou au moins explorer les complémentarités ; établir une fois pour toutes une banque méditerranéenne, « sinon nous serons incapables de mener des politiques de fond en Méditerranée ».

Miguel Angel Moratinos ajouta encore que lui aussi considère que « la globalisation tue le voisinage », et qu'il faut adapter l'UpM à la nouvelle donne : « Une seule chose compte : avoir la volonté politique, et nous pourrions réussir ». Pour finir, l'ancien ministre espagnol releva combien les citoyens du sud méditerranéen se sentent humiliés et exclus par la politique des visas européens : « Ne peut-on, avec les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies, abandonner les visas ? Les terroristes et narcotrafiquants ne demandent pas de visas ! » s'exclama-t-il sous les applaudissements de la salle.

**Abderrahmane Hadj Nacer**, ancien Gouverneur de la Banque d'Algérie, affirme d'emblée : « Je suis un économiste mais je ne crois qu'à la politique ! » et poursuit dans la même veine : « On ne fait pas assez d'analyse politique sur le fait que l'Union européenne n'a pas de vision à long terme. Il est frappant qu'en Europe, on soit autant dans le court-termisme. Est-ce à cause du mode de construction européenne ? »

Selon lui, « les réformes en cours en Algérie sont en régression sur la situation d'il y a vingt ans ! Or, ces jours-ci, un officiel [français, ndlr] est venu nous féliciter... Nous avons abandonné l'encadrement de la population aux mosquées, tandis que nous avons détruit toute intermédiation de la société civile. Maintenant, on voit émerger le danger d'une volonté qui voudrait briser l'élan [des printemps arabes]... On se demande si les Européens, nos voisins, se rendent compte. J'émetts un doute ».

L'Union européenne, estime encore Abderrahmane Hadj Nacer, regarde encore le sud méditerranéen comme une chasse gardée (« On est chez nous »), mais « c'est de moins en moins vrai. Nos plus grands ennemis maintenant, ce sont le wahhabisme et la mafia, avec des avions qui transportent des tonnes de drogue, qui atterrissent au Mali et Niger, sans que personne ne semble les remarquer.

Aujourd'hui en Algérie, le scénario de convergence n'est pas à l'ordre du jour. Pour autant, je ne suis pas pessimiste, car les idées avancent toutes seules ».

**Elisabeth Guigou**, ancien Ministre, députée, estime que « rien ne sera plus jamais comme avant dans ces pays. Les révolutions sont nées d'une aspiration extrêmement forte des peuples, de leur volonté de se libérer des despotes. Oui, nous avons besoin de refonder totalement le partenariat euro-méditerranéen, et de faire confiance : c'est une bonne chose que l'on respecte enfin le résultat des élections, contrairement à ce qui fut fait avec l'Algérie. Mais, en tant que femme, je serai très attentive à ce que l'on ne remette pas en cause leurs acquis »

L'ancien ministre considère aussi que l'Europe se doit d'avoir une vision à long terme, « c'est son intérêt stratégique », et que le moment est opportun pour refonder le partenariat nord-sud, car « nous avons la chance de vivre une deuxième Renaissance arabe – après la Nahda, au XIXe siècle, qui vit aussi la Tunisie abolir l'esclavage en 1846, deux ans avant la France, et se doter d'une constitution séparant le civil du religieux ».

Si l'Union européenne paraît avoir pris conscience de cette chance historique, « elle n'en fait pas assez », estime Elisabeth Guigou, considérant qu'il est « essentiel est de remédier au déficit de la connaissance des gens du nord vis-à-vis des sociétés du sud, alors que les gens du sud nous connaissent très bien ».

Selon l'ancien ministre, la perspective s'impose, d'une « forme d'union politique entre l'ensemble de l'Europe et les pays du sud méditerranéen ».

**Le Professeur Adel El-Beltagy**, Président du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), considère lui aussi que « nous devons nous redécouvrir les uns les autres, nous référencer pour travailler ensemble en co-responsabilité, sinon nous ne réussirons pas. Il y a urgence, nous devons agir rapidement (...)

Dans la perspective des 50 millions d'emplois à créer au sud, que peut offrir l'Europe ? Des connaissances, des institutions, du savoir qui peuvent être transférés, dans un esprit gagnant-gagnant, pour une meilleure intégration, et moins de troubles en Europe ».

**El Mouhoub Mouhoud**, Professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine estime que pour avancer sur la voie de la convergence, « il faudrait que les pays du sud œuvrent entre eux à intégration régionale ». C'est ce qui se passe

déjà dans l'Est méditerranéen, « où la Turquie joue un rôle majeur, économique et politique » et apparaît de plus en plus comme un modèle social, culturel, religieux.

Ainsi, la première étape d'une « intégration » régionale autour de la Turquie « pourrait ensuite rebondir sur meilleure intégration méditerranéenne », estime le professeur, considérant aussi que l'actuel « verrouillage algéro-marocain pourrait être contourné ».

Exemple d'organisation régionale en partie méditerranéenne, le GAFTA [*Greater Arab Free Trade Area*, en vigueur depuis janvier 2005, rassemble 18 des 22 pays de la Ligue arabe] « produit des effets, relève El Mouhoub Mouhoud. C'est un espace qui offre plus que l'Euromed, avec les services inclus et la libre circulation. Ce sont des éléments d'exemplarité, avec les pays du Golfe qui jouent un rôle ».

**Jean-Louis Chaussade**, Directeur général de Suez Environnement, élu le jour même nouveau Président du Conseil de surveillance de l'IPEMED (il succède à Gérard Mestrallet, dont le mandat arrivait à échéance) ramène l'assistance à des considérations très pragmatiques : « En 2030, la ressource en eau sera le grand problème. On ne trouve que 3 % des ressources mondiales en eau dans les pays méditerranéens, la rive sud ne dispose que de 13 % des réserves du pourtour, et les besoins vont augmenter de 25 à 30 %. Bref, je ne vois pas comment on pourra construire une convergence nord-sud si on ne résout pas ensemble la problématique de l'eau. Il faut définir une véritable politique commune de l'eau, créer une agence méditerranéenne de l'eau », estime Jean-Louis Chaussade, soulignant que si une (bonne) gouvernance se met en place, « on pourra faire les investissements ».

**Xavier Beulin, Président de Sofiprotéol et de la FNSEA**, considère comme Jean-Louis Chaussade que l'eau et le risque de sécheresse, sont une vraie question commune aux deux rives de la Méditerranée. « Sur les quinze-vingt dernières années, le sud méditerranéen a multiplié par quatre ses importations alimentaires, et le sud-Med sera longtemps encore la région du monde la plus déficitaire en termes alimentaires », relève-t-il.

Revenant sur l'idée d'une PAC-EuroMed évoquée par Miguel Angel Moratinos, Xavier Beulin déclare que lui-même, avec Henri Nallet, s'était

efforcé de promouvoir cette perspective. « Il n’y a rien à craindre pour les Européens, cela pourrait être un excellent support à la recherche commune », déclare-t-il avant d’expliquer qu’en France, par exemple, la perte d’emplois purement agricoles a été compensée par des créations en amont et en aval. « Selon l’INSEE, si l’on comptabilise tout ce qui est autour de l’agriculture, cela représente quelque 15 % des actifs, et non pas 4,5 %, comme on le croit communément. L’agriculture, et tout ce qui rayonne autour – agroalimentaire, services... – représentent sans aucun doute des pôles de développement très importants ! »

**Bahadir Kalegasi**, Président de l’Institut du Bosphore (Turquie) observe que « dans un monde en expansion, l’Europe se rétrécit ! L’Europe, estime-t-il, doit cesser de voir son voisinage immédiat comme externe, mais le considérer comme un grand cercle interne, euro-méditerranéen (...) La Turquie est en marche vers l’adhésion – plus de 60 % de l’acquis communautaire sont maintenant transférés – mais l’UE est en train de changer ».

Après la chute du mur de Berlin, note encore Bahadir Kalegasi, « l’Europe a su réagir et donner aux pays de Est la possibilité d’entrer dans l’Union. Aujourd’hui, alors que le sud méditerranéen fait ses révolutions, il faut une perspective qui ait un sens, qui soit crédible ».

**Radhi Meddeb**, Président de l’IPEMED, évoque, dans son propos de synthèse, que lorsque l’IPEMED a démarré l’étude prospective « La Méditerranée à l’horizon 2030 », chacun était loin d’imaginer les ruptures qui surviendraient en 2011, au nord comme au sud de la Méditerranée.

Cependant, c’est la vocation de l’IPEMED de « chercher à tracer les voies du possible, à peser sur le cours des choses, à affirmer la capacité de l’Homme à infléchir le cours de l’Histoire » déclare Radhi Meddeb.

La Méditerranée étant confrontée à d’immenses défis, elle « n’ira pas vers la convergence sans la levée des ruptures orientales et occidentales », a estimé Radhi Meddeb, évoquant aussi le fait que d’autres déséquilibres et problèmes majeurs dans la région – eau, sécurité alimentaire... – s’accroîtront avec le changement climatique.

Pour faire face, « le processus euroméd doit être revisité profondément », relève Radhi Meddeb, se félicitant de l’exemple donné par la

Turquie – « je rêve que l'ensemble des pays de la région s'engager, à l'image de la Turquie, à inclure les acquis communautaires ».

Mais, affirme encore le Président de l'IPEMED, « le processus de convergence euroméditerranéen doit devenir le projet des populations, et pas seulement des élites. Là est peut-être la clé pour la réussite tant souhaitée par nous du scénario de la convergence ».

**Gérard Mestrallet, PDG de GDF SUEZ** eut l'honneur de prononcer l'allocution de clôture, en sa qualité de Président sortant du Conseil de surveillance de l'IPEMED (après trois mandats successifs).

Selon Gérard Mestrallet « l'UPM est un peu tombée en panne, mais le rôle des entreprises est d'avancer sans attendre les politiques. Les entreprises prêtes à s'engager pour coopérer avec le sud ont un rôle à jouer, et les rassembler a été le sens de mon travail avec l'IPEMED. C'est pourquoi, aussi, nous avons créé l'EMCC, l'Euro-Mediterranean Competitiveness Council, afin de prendre des initiatives et d'aller de l'avant, car le temps de la Méditerranée est arrivé !

Notre vision est de faire de la Méditerranée un territoire de croissance, intégré, puissant, solidaire, une grande région du monde. La crise de l'Union européenne et les bouleversements dans les pays arabes doivent nous conforter dans le désir d'agir, fort et vite »

Compte rendu élaboré par Alfred Mignot, journaliste

**(1) Pour parvenir au scénario de convergence régionale qu'IPEMED appelle de ses vœux, neuf recommandations pour un « écosystème » méditerranéen ont été élaborées. En voici un bref résumé :**

- 1 : Investir dans le capital humain en favorisant la mobilité
- 2 : Accélérer les transferts de savoirs, de compétences et de technologies
- 3 : Créer un espace institutionnel commun accompagné de transferts financiers
- 4 : Engager un processus de certification méditerranéenne couvrant les services et l'agriculture dans un premier temps
- 5 : Sélectionner les projets cofinancés dans le cadre de l'UpM sur leur potentiel de création d'emploi et/ou de sobriété énergétique
- 6 : Créer un fonds méditerranéen environnemental



- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

7 : Mettre en place une banque méditerranéenne d'investissement

8 : Intensifier les réseaux de transports au Sud de la méditerranée en vue de favoriser la fluidité des échanges commerciaux Sud-Sud

9 : Élaborer une politique commune de sécurité alimentaire.

**Version intégrale :**

« *Demain, la Méditerranée. Scénarios et projections à 2030* »

Ouvrage Collectif coordonné par Cécile Jolly. Réalisé avec le consortium "Méditerranée 2030", IPEMED, Construire la Méditerranée, Paris, 2001.

**Synthèse**

« *La Méditerranée en 2030, les voix d'un avenir meilleur* », coordonné par Cécile Jolly, IPEMED Palimpsestes, Paris, 2011